



## DÉCISION DE L'AFNIC

**rib-boursorama.fr**

**Demande n° FR-2020-0221**

### **I. Informations générales**

#### **i. Sur les parties au litige**

Le Requérant : La société BOURSORAMA

Le Titulaire du nom de domaine : L'entreprise G2A Media Consulting EIRL

#### **ii. Sur le nom de domaine**

Nom de domaine objet du litige : rib-boursorama.fr

Date d'enregistrement du nom de domaine : 24 novembre 2020 soit postérieurement au 1<sup>er</sup> juillet 2011

Date d'expiration du nom de domaine : 24 novembre 2021

Bureau d'enregistrement : OVH

### **II. Procédure**

Une demande déposée par le Requérant auprès de l'Afnic a été reçue le 26 novembre 2020 par le biais du service en ligne SYRELI.

Conformément au règlement SYRELI (ci-après le Règlement) l'Afnic a validé la complétude de cette demande en procédant aux vérifications suivantes :

- Le formulaire de demande est dûment rempli.
- Les frais de Procédure ont été réglés par le Requérant.
- Le nom de domaine est actif.
- Le nom de domaine a été créé ou renouvelé postérieurement au 1<sup>er</sup> juillet 2011.

- Le nom de domaine visé par la procédure ne fait l'objet d'aucune procédure judiciaire ou extrajudiciaire en cours.

L'Afnic a procédé au gel des opérations sur ce nom de domaine et a notifié l'ouverture de la procédure au Titulaire le 11 décembre 2020.

Le Titulaire a adressé une réponse à l'Afnic le 11 décembre 2020.

Le Collège SYRELI de l'Afnic (ci-après dénommé le Collège) composé de Sophie CANAC (membre suppléant), Loïc DAMILAVILLE (membre titulaire) et Marianne GEORGELIN (membre titulaire) s'est réuni pour rendre sa décision le 14 janvier 2021.

### III. Argumentation des parties

#### i. Le Requérant

Selon le Requérant, l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <rib-boursorama.fr> par le Titulaire, est « *susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité* » et le Titulaire ne justifie pas « *d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi* ».

**(Art. L. 45-2 du code des postes et des communications électroniques)**

Dans sa demande, le Requérant a fourni les pièces suivantes :

- Pouvoir et ses annexes donnés par la société BOURSORAMA à la société NAMESHIELD pour la présente procédure SYRELI ;
- Extrait Kbis du 02 octobre 2019 de la société BOURSORAMA immatriculée le 09 septembre 2003 sous le numéro 351 058 151 au R.C.S. de Nanterre ;
- Notice complète de la marque française « BOURSORAMA » numéro 98723359 enregistrée le 13 mars 1998 et régulièrement renouvelée par le Requérant pour les classes 9, 16, 35, 36, 38 et 42 ;
- Notice complète de la marque française semi-figurative « BOURSORAMA » numéro 3040225 enregistrée le 07 juillet 2000 et régulièrement renouvelée par le Requérant pour les classes 9, 16, 35, 36, 38, 41 et 42 ;
- Notice complète de la marque de l'Union européenne « BOURSORAMA » numéro 1758614 enregistrée le 13 juillet 2000 et régulièrement renouvelée par le Requérant pour les classes 9, 16, 35, 36, 38, 41 et 42 ;
- Notice complète de la marque française « BOURSORAMA » numéro 3565867 enregistrée le 31 mars 2008 et dûment renouvelée par le Requérant pour la classe 36 ;
- Notice complète de la marque française semi-figurative « BOURSORAMA » numéro 3676765 enregistrée le 16 septembre 2009 et dûment renouvelée par le Requérant pour les classes 35, 36 et 38 ;
- Extraits du 23 novembre 2020 de la base Whois portant sur les noms de domaine enregistrés par le Requérant suivants :
  - <banqueboursorama.fr> enregistré le 27 mai 2005 ;
  - <boursorama-banque.fr> enregistré le 27 mai 2005 ;
  - <boursorama.fr> le 03 juin 2005 ;
- Extrait du 23 novembre 2020 de la base Whois du nom de domaine <boursorama-fr.fr> enregistré le 20 novembre 2020 sous diffusion restreinte ;
- Capture d'écran du 23 novembre 2020 de la page « Qui sommes-nous » du site web <https://groupe.boursorama.fr> ;
- Capture d'écran du 26 novembre 2020 de la page web vers laquelle renvoie le nom de domaine <rib-boursorama.fr> ;
- Résultats obtenus le 26 novembre 2020 après une recherche sur les services DNS attachés au nom de domaine <rib-boursorama.fr> ;

- Résultats obtenus le 23 novembre 2020 après une recherche sur le terme « boursorama » effectuée sur le moteur de recherche Google ;
- Décision du Collège SYRELI de l'Afnic numéro FR-2020-02112 concernant le nom de domaine <fr-boursorama.fr> rendue le 6 octobre 2020.

Dans sa demande, le Requérant indique que :

**[Citation complète de l'argumentation]**

«La société BOURSORAMA (le « Requérant ») (Annexe 1) soutient que l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <rib-boursorama.fr> par l'actuel titulaire (« le Titulaire ») est «susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité, et que le titulaire ne justifie pas d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi » (Art. L.45-2 du Code des Postes et des Communications Electroniques).

**I. Intérêt à agir**

Le Requérant soutient avoir un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine litigieux <rib-boursorama.fr> enregistré le 24 novembre 2020 (Annexe 2).

Créé en 1998, le Requérant est un acteur pionnier et leader sur ses trois activités principales : la banque en ligne, le courtage en ligne et l'information financière sur Internet. En France, BOURSORAMA est la référence en matière de banque en ligne, avec plus de 2 370 000 de clients. Son site internet officiel <boursorama.com> est le premier site d'information économique et la première plateforme de banque en ligne. Ce site comptait 50 millions de visites mensuelles au premier semestre 2020 (Annexe 3).

Le Requérant est propriétaire des marques enregistrées suivantes, constituées du terme «BOURSORAMA » (Annexe 4):

- Marque française « BOURSORAMA » n° 98723359 enregistrée le 13-03-1998 et dûment renouvelée ;
- Marque française semi-figurative « BOURSORAMA » n° 3040225 enregistrée le 07-07-2000 et dûment renouvelée ;
- Marque de l'Union Européenne « BOURSORAMA » n° 1758614 enregistrée le 13-07-2000;
- Marque française « BOURSORAMA » n° 3565867 enregistrée le 31-03-2008 ;
- Marque française semi-figurative « BOURSORAMA » n° 3676765 enregistrée le 16-09-2009 et dûment renouvelée.

Le Requérant est également titulaire de nombreux noms de domaine comprenant le terme «BOURSORAMA », dont (Annexe 5):

- <banqueboursorama.fr> enregistré et régulièrement renouvelé depuis le 27-05-2005 ;
- <boursorama-banque.fr> enregistré et régulièrement renouvelé depuis le 27-05-2005 ;
- <boursorama.fr> enregistré et régulièrement renouvelé depuis le 03-06-2005.

Le nom de domaine litigieux <rib-boursorama.fr> pointe vers une page d'attente (Annexe 6). Par ailleurs, des serveurs MX sont configurés sur ce nom de domaine (Annexe 7).

Le Requérant soutient que l'ajout de l'abréviation « RIB » (faisant référence au Relevé d'Identité Bancaire) associée à la marque « BOURSORAMA » peut créer un risque de confusion.

En conséquence, le Requérant dispose de droits antérieurs et donc d'un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine litigieux <rib-boursorama.fr>.

**II. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE**

**A. Atteinte aux droits invoqués par le Requérant**

Le Requérant soutient que le nom de domaine litigieux <rib-boursorama.fr> intègre dans son intégralité la marque « BOURSORAMA » et est associée à l'abréviation « RIB », en référence au Relevé d'Identité Bancaire fourni par les banques, notamment le Requérant.

L'extension « .FR » ne permet pas de modifier l'impression d'ensemble que le nom de domaine litigieux est lié au Requérant. L'internaute pourrait en effet illégitimement croire que le nom de domaine litigieux est affilié au Requérant.

Merci de consulter par exemple la décision SYRELI n° FR-2020-02112 concernant le nom de domaine <fr-boursorama.fr> (Annexe 8).

Par conséquent, le Requérant soutient que le nom de domaine litigieux est similaire à la marque antérieure « BOURSORAMA » sur laquelle le Requérant a des droits au point de prêter à

confusion, et porte donc atteinte aux droits antérieurs du Requéran.

#### *B. La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire*

##### *Absence d'intérêt légitime du Titulaire*

*Selon les informations whois (Annexe 2), le Titulaire a enregistré le nom de domaine <rib-boursorama.fr> le 24 novembre 2020, soit de nombreuses années après l'enregistrement des marques « BOURSORAMA » (Annexe 4).*

*Le Requéran indique qu'il ne connaît pas le Titulaire, et que ce dernier ne dispose d'aucun lien d'aucune sorte avec la société BOURSORAMA, ni d'aucune autorisation ou licence d'utilisation de ce terme, ni de droit d'enregistrer le nom de domaine litigieux.*

*Le Requéran indique qu'il ne connaît pas le Titulaire, et que ce dernier ne dispose d'aucun lien d'aucune sorte avec la société BOURSORAMA, ni d'aucune autorisation ou licence d'utilisation de ce terme, ni de droit d'enregistrer le nom de domaine litigieux.*

*Le nom de domaine litigieux pointe vers une page d'attente (Annexe 6). Par conséquent, à la connaissance du Requéran, le Titulaire n'a, jusqu'à présent, ni utilisé, ni apporté de preuve de préparatifs pour l'usage du nom de domaine.*

*Dès lors, le Requéran soutient que le Titulaire ne dispose d'aucun droit ou intérêt légitime concernant le nom de domaine litigieux.*

##### *Mauvaise foi du Titulaire*

*Le Requéran est titulaire de plusieurs marques « BOURSORAMA » antérieures à l'enregistrement du nom de domaine, et est doté d'une notoriété importante (Annexe 3).*

*En outre, tous les résultats Google pour le terme « BOURSORAMA » sont en lien avec le Requéran (Annexe 9).*

*Enfin, en ajoutant l'abréviation « RIB » fait clairement référence à l'activité du Requéran.*

*Par conséquent, le Titulaire ne pouvait ignorer l'existence de la marque « BOURSORAMA » du Requéran au moment de l'enregistrement du nom de domaine litigieux, et il ne peut utiliser le nom de domaine sans créer un risque de confusion certain avec ses marques, noms de domaine et site internet antérieur associé.*

*Par ailleurs, le nom de domaine litigieux <rib-boursorama.fr> pointe vers une page d'attente (Annexe 6). Le Titulaire n'a ainsi démontré ni ne s'est préparé à utiliser le nom de domaine dans le cadre d'une offre de bonne foi de biens ou de services.*

*En outre, d'après l'analyse de la zone DNS (Annexe 7), le nom de domaine est configuré au niveau du MX (service lié à la messagerie), ce qui sous-entend qu'il y existe une possibilité que le nom de domaine puisse être utilisé dans le cadre d'une tentative d'hameçonnage via l'envoi des emails.*

*Par conséquent, le Requéran soutient que le Titulaire a enregistré le nom de domaine <rib-boursorama.fr> principalement dans le but de profiter de sa renommée du Requéran en créant un risque de confusion dans l'esprit du consommateur avec intention de le tromper.*

*Ainsi, le Requéran sollicite du Collège la transmission du nom de domaine litigieux <rib-boursorama.fr> à son profit. Annexes : [Liste des pièces] ».*

Le Requéran a demandé la transmission du nom de domaine.

#### **ii. Le Titulaire**

Le Titulaire a adressé une réponse à l'Afnic le 11 décembre 2020.

Dans sa réponse, le Titulaire a fourni la pièce suivante :

- Récépissé de déclaration et procès-verbal d'audition du 27 novembre 2020 du Titulaire auprès du commissariat de police pour escroquerie sur le web le 14 novembre 2020.

Dans sa réponse, le Titulaire indique que :

##### **[Citation complète de l'argumentation]**

*« Bonjour, J'ai été victime d'une escroquerie sur Leboncoin et j'ai viré la somme de 390€ sur leboncoin. Une plainte a été déposée. J'ai contacté ma banque Boursorama à ce sujet, qui a mis 4 jours pour me donner une réponse demandant des éléments supplémentaires, puis à nouveau 5*

*jours pour répondre. Je demandais à rappeler les fonds, avant la limite de 15 jours ouvrés auprès de la banque Nickel. Devant ce probable hors délai qui s'annonçait avec la lenteur de communication de Boursorama, j'ai donc pris les choses en main pour faire avancer l'enquête. Je suis enseignant en informatique, j'ai donc réalisé une page PHP qui récupère l'IP de l'utilisateur, son navigateur et système d'exploitation. Elle permet aussi, si l'utilisateur donne son accord, de prendre une photo et de l'envoyer sur le serveur. L'auteur de l'arnaque m'ayant demandé mon RIB, j'ai donc enregistré le domaine rib-boursorama.fr pour lui envoyer un email l'invitant à cliquer sur le lien pour le rediriger sur la page PHP créée. Il n'y a à mon sens rien d'illégal à cette procédure, le nom de domaine ne sera pas renouvelé et n'a servi qu'à ce que je viens de vous énoncer. 6 euros et 2 heures de code pour essayer de faire avancer l'enquête et récupérer mes 390€.*

*Si Boursorama aurait été capable de me répondre en moins de 9 jours, je n'en serai certainement pas arrivé à tenter cette solution. J'ai d'ailleurs utilisé cette "histoire" et présenté cette page web et nom de domaine à mes élèves dans le cadre de mon enseignement en sécurité informatique (avec notamment le fait qu'il est très facile de mettre un certificat sur un domaine pour bénéficier d'un HTTPS). Je leur ai d'ailleurs montré qu'avec le Whois mes informations n'étaient pas masquées, et que mon serveur était situé en France, qu'il était donc facile et rapide de me retrouver. Votre demande syreli viendra d'ailleurs compléter ce travail dirigé. Boursorama a été pratiquement plus rapide pour faire une demande Syreli que pour répondre à son client victime d'une arnaque, c'est un peu moche non ? Bonne journée à vous. PS : Si vous n'êtes pas les visiteurs du 7 décembre à 15h54 et 15h55, il est probable que j'ai réussi à récupérer l'IP de la personne qui m'a arnaqué. Je dois cependant vérifier auprès de mes étudiants que ce n'est pas l'un d'eux qui ait "testé" cette page, avant de transmettre ces nouveaux éléments à la police. »*

#### **IV. Discussion**

Au vu des dispositions du droit commun relatives à la charge de la preuve,  
Au vu des écritures et pièces déposées par les deux parties,  
Au vu des dispositions du Règlement,  
Au vu des dispositions prévues à l'article L. 45-6 du Code des Postes et des Communications Electroniques,

Le Collège a évalué :

##### **i. L'intérêt à agir du Requéant**

Au regard des pièces qui ont été fournies par le Requéant, le Collège constate qu'au moment du dépôt de la demande, le nom de domaine <rib-boursorama.fr> est similaire :

- À la dénomination sociale du Requéant, la société BOURSORAMA immatriculée le 09 septembre 2003 sous le numéro 351 058 151 au R.C.S de Nanterre ;
- Aux marques « BOURSORAMA » enregistrées par le Requéant et en particulier à la marque française « BOURSORAMA » numéro 98723359 enregistrée le 13 mars 1998 et régulièrement renouvelée par le Requéant pour les classes 9, 16, 35, 36, 38 et 42 ;
- Aux noms de domaine suivants enregistrés par le Requéant :
  - <banqueboursorama.fr> le 27 mai 2005 ;
  - <boursorama-banque.fr> le 27 mai 2005 ;
  - <boursorama.fr> le 03 juin 2005.

Le Collège a donc considéré que le Requéant avait un intérêt à agir.

##### **ii. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE**

###### **a. Atteinte aux droits invoqués par le Requéant**

Le Collège constate que le nom de domaine <rib-boursorama.fr> est similaire aux marques antérieures « BOURSORAMA » du Requéant et notamment à la marque française

« BOURSORAMA » numéro 98723359 enregistrée le 13 mars 1998 et régulièrement renouvelée car il est composé de la marque « BOURSORAMA » dans son intégralité précédée du terme « rib » pouvant faire référence au « RIB » ou Relevé d'Identité Bancaire, justificatif de compte bancaire remis aux clients par leur banque tel que le Requérant.

Le Collège a donc considéré que le nom de domaine était susceptible de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle du Requérant.

Conformément à l'article L. 45-2 du CPCE cité ci-dessus, le Collège s'est ensuite posé la question de savoir si le Requérant avait apporté la preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire.

#### **b. La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire**

Le Collège constate que :

- Le Requérant est titulaire de plusieurs marques antérieures « BOURSORAMA » et notamment la marque française antérieure « BOURSORAMA » numéro 98723359 enregistrée le 13 mars 1998 et dûment renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38 et 42 ;
- Fondé en 1998, le Requérant exploite ses marques « BOURSORAMA » pour ses activités bancaires et financières sur internet ; Le Requérant est un acteur pionnier et leader sur ses trois activités principales : la banque en ligne, le courtage en ligne et l'information financière sur Internet ; il comptabilise plus de 2 370 000 clients avec 50 millions de visites mensuelles sur son site web ;
- Le nom de domaine <rib-boursorama.fr> est composé de la reprise à l'identique de ses droits antérieurs sur le terme « BOURSORAMA » en tant que marque et nom de domaine précédée du terme « rib » pouvant faire référence au « RIB » ou Relevé d'Identité Bancaire, justificatif de compte bancaire remis au client par leur banque tel que le Requérant ;
- Le Requérant indique n'avoir aucun lien avec le Titulaire qui ne détient aucune autorisation pour utiliser ses marques, ni pour exploiter ses noms de domaine ;
- Le Titulaire déclare être un client du Requérant ;
- Le Titulaire a porté plainte auprès de la police pour escroquerie sur le web à savoir le paiement à un vendeur d'un bien qui ne lui a pas été remis ;
- Le Titulaire déclare avoir enregistré le nom de domaine <rib-boursorama.fr> pour enquêter sur l'escroquerie dont il a été victime en réalisant une page web devant permettre de récupérer des données sur le vendeur (IP, navigateur, système d'exploitation, etc) ;
- Le Titulaire précise : « L'auteur de l'arnaque m'ayant demandé mon RIB, j'ai donc enregistré le domaine rib-boursorama.fr pour lui envoyer un email l'invitant à cliquer sur le lien pour le rediriger sur la page PHP créée. Il n'y a à mon sens rien d'illégal à cette procédure, le nom de domaine ne sera pas renouvelé et n'a servi qu'à ce que je viens de vous énoncer. 6 euros et 2 heures de code pour essayer de faire avancer l'enquête et récupérer mes 390€ » ;
- Les résultats obtenus dans un moteur de recherche web sur le terme « boursorama » renvoient au Requérant.

Le Collège a ainsi considéré que le Titulaire, en reprenant la marque « BOURSORAMA » du Requérant, leader renommé dans son secteur, pour constituer le nom de domaine <rib-boursorama.fr> renvoyant vers une page web de collecte de données d'internautes, créait un risque de confusion dans l'esprit du consommateur.

Le Collège a donc conclu que les pièces fournies par les Parties permettaient de conclure d'une part, que l'enregistrement par le Titulaire du nom de domaine <rib-boursorama.fr> était susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelles du Requérant et d'autre part, qu'il avait été réalisé en contradiction avec les dispositions de l'article R. 20-44-46 du CPCE.

## V. Décision

Le Collège a décidé d'accepter la demande de transmission du nom de domaine <rib-boursorama.fr> au profit du Requérant, la société BOURSORAMA.

## VI. Exécution de la décision

Conformément à l'article (II) (viii) du Règlement, la décision de l'Afnic ne sera exécutée qu'une fois écoulé un délai de quinze (15) jours civils à compter de la notification de la décision aux parties.

Conformément à l'article (II) (vii) du Règlement, l'Afnic notifie par courrier électronique et postal la décision à chacune des parties.

Elle procédera au dégel des opérations sur le nom de domaine selon les dispositions du Règlement.

Le Bureau d'enregistrement est informé de la décision par courrier électronique.

À Montigny-le-Bretonneux, le 22 janvier 2021

Pierre BONIS - Directeur général de l'Afnic

